



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Appel à projets 2021

ALIMENTATION LOCALE ET SOLIDAIRE

Mesure 12 - Volet B

Cahier des charges du département de La Lozère

Ouverture du dépôt des candidatures à l'appel à projets	01/03/21
Clôture du dépôt des candidatures à l'appel à projets	31/05/21

Appel à projet organisé par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

1. Contexte et objectifs de l'appel à projets

La crise sanitaire a mis en exergue la difficulté pour certains d'avoir accès pour des raisons financières mais aussi physiques à une alimentation locale, fraîche, saine et d'un prix abordable. Face à l'accroissement du nombre de personnes isolées ou en situation de précarité, les initiatives portées par des associations, des entreprises, des acteurs de l'économie sociale et solidaire, des collectivités ont foisonné sur tout le territoire pour proposer à tous une alimentation locale et de qualité.

Dans ce contexte, le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation a déployé, dès le début de l'année 2021, 30 millions d'euros afin d'encourager les projets permettant aux personnes modestes ou isolées d'accéder à une alimentation locale et de qualité sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin.

L'appel à projets de la mesure alimentation locale et solidaire se décline au niveau national et au niveau départemental pour laisser une large part au soutien des projets de proximité. Une enveloppe territorialisée de 24 millions d'euros est ainsi dédiée **aux initiatives locales de tous les acteurs de la société civile et de l'économie sociale et solidaire qui s'engagent à accroître l'accès à une alimentation saine, sûre, durable, de qualité et locale aux citoyens qui en sont éloignés**. Dans son volet national, la mesure engage 6 millions d'euros au soutien des projets structurants et innovants des acteurs «têtes de réseau».

Cette opération est complémentaire des mesures portées respectivement par le ministère des Solidarités et de la Santé qui soutient les associations de lutte contre la pauvreté (<https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/lutte-contre-l-exclusion/article/plan-de-soutien-aux-associations-de-lutte-contre-la-pauvrete>) et du ministère en charge du Logement qui soutient l'accès à l'alimentation des personnes hébergées à l'hôtel (<https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/profils/collectivites/faciliter-acces-alimentation-personnes-hebergees-hotel>)

Une enveloppe de 90 000 € est allouée au département de La Lozère, pour des projets pouvant être déposés du 1 mars au 31 mai 2021 .

Les orientations et les modalités d'instruction des projets pouvant être soutenus au titre de cette enveloppe sont présentées ci-dessous.

2. Champ de l'appel à candidatures

Les projets présentés devront permettre le développement sur leur territoire de l'accès aux produits frais et locaux pour les personnes précaires ou isolées, en s'inscrivant dans l'un des trois thèmes suivants :

- Soutien aux producteurs ayant des démarches collectives de structuration de l'approvisionnement en produits locaux et de qualité ;
- Soutien aux associations, aux entreprises (PME/TPE/start-up), aux communes et aux intercommunalités ayant des projets de mise à disposition d'une alimentation de qualité pour tous ;
- Soutien aux initiatives locales de développement de commerces solidaires ambulants destinés en particulier aux personnes isolées ou modestes.

À titre d'exemple, pourront être financés :

- Création d'épiceries sociales et solidaires fixes et/ou itinérantes (camionnettes) s'approvisionnant localement et respectant la charte nationale d'épicerie sociale et solidaire ;
- Drive fermier ciblant les populations précaires ou en zones rurales isolées ;
- Équipement en véhicules et matériels de livraison permettant la distribution de paniers d'alimentation aux personnes isolées ou modestes ;
- Création de marchés de producteurs ou l'implantation de casiers alimentaires dans des zones peu équipées en commerces alimentaires et/ou pour des personnes n'ayant pas facilement accès aux transports en commun ;
- Achat d'équipements collectifs de conditionnement ou de transformation de produits frais et locaux (fruits et légumes, viandes...) notamment les produits alimentaires non valorisés par ailleurs, pour une distribution aux associations caritatives (confiture par exemple) .

3. Modalités de participation

➤ Structures concernées

Cet appel à candidatures s'adresse à tous les acteurs locaux œuvrant pour une alimentation locale et de qualité accessible à tous :

- Producteurs,
- Associations, dont associations d'aide alimentaire*,
- Entreprises (TPE/PME/start-up),
- Epiceries sociales et solidaires,
- Communes et intercommunalités.

***Attention :** les associations d'aide alimentaire et d'insertion, personnes morales de droit privé, doivent être habilitées sur le fondement de l'article L. 266-2 et suivants du code de l'action sociale et des familles pour pouvoir bénéficier de la mesure alimentation locale et solidaire.

Les candidatures peuvent être portées par une seule structure ou en coopération entre plusieurs structures, permettant de renforcer la synergie entre différents acteurs. Une personne physique unique doit être désignée comme coordinatrice du projet. Celle-ci sera responsable de la mise en œuvre du projet et de la transmission de l'ensemble des résultats. Cette personne sera le point de contact privilégié de l'administration.

Un seul dossier devra être déposé par projet, via la structure reconnue comme porteuse du projet, avec les coordonnées de la personne en charge de la coordination. Les projets impliquant de multiples partenaires sont encouragés. En cas de sélection, la structure porteuse du projet sera bénéficiaire de l'intégralité de la subvention accordée et sera chargée, le cas échéant, de la redistribuer aux partenaires.

Un porteur de projet ne peut pas présenter un même projet dans deux dispositifs différents. S'il souhaite bénéficier de plusieurs mesures du plan de relance, il devra présenter pour chacune d'elle un projet et des dépenses distincts, sous peine de se voir retirer les financements éventuellement perçus.

➤ **Dépenses éligibles**

La mesure pourra participer au financement des dépenses suivantes :

- Investissements matériels, tels que des véhicules de distribution alimentaire, réfrigérés ou non, des équipements de stockage («casiers», chambres froides...), les aménagements d'épiceries sociales et solidaires ;
- Investissements immatériels et prestations intellectuelles nécessaires à la réalisation du projet : formation, logiciels, la prestation de conseil, prestation informatique....

Le soutien aux frais de fonctionnement ainsi que le financement aux achats de denrées sont exclus.

Il conviendra aussi de retenir les modalités fixées dans les régimes d'aides envisagés (**voir article 6**).

➤ **Composition du dossier**

Le dossier comprend les éléments suivants :

1- Lettre de demande de subvention datée et signée par le représentant légal de l'organisme habilité à engager la structure, adressée au préfet de département, reprenant l'objet de la demande, l'identité du porteur et le montant de l'aide demandée ;

2- Dossier de candidature complété ;

3- Présentation du budget et du plan de financement détaillé du projet (tableau ex annexe 2 du kit de la mesure 12) avec l'indication du régime TVA, FCTVA ou autre régime. Si le budget prévisionnel ou le plan de financement est présenté TTC, une attestation de non-récupération de la TVA ;

4- Calendrier prévisionnel détaillé de réalisation (s'il diffère de celui indiqué dans la demande), le cas échéant par exercice ;

5- Document du demandeur attestant avoir sollicité les aides publiques indiquées au plan de financement, les lettres d'engagements des financeurs pour les co-financements déjà obtenus ou la preuve de dépôt des demandes de financement, les lettres d'engagement des partenaires ;

6- Relevé d'identité bancaire ou postal au format IBAN ;

7- Devis, projets de contrats ou tout autre document, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis, permettant d'apprécier le montant de la dépense.

8- a - Les organismes publics doivent également joindre :

- La délibération de l'organe compétent approuvant le projet d'investissement et le plan de financement prévisionnel détaillé présenté dans la demande et autorisant l'exécutif à solliciter un financement dans le cadre de cet appel à candidatures ou la date prévue de cette délibération
- Pour les GIP: copie de la publication au JO de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive, convention constitutive

8- b - Les organismes associatifs doivent également joindre :

- le document CERFA n°12156*05 renseigné et signé;
- la délibération du conseil d'administration ou son équivalent approuvant le projet d'investissement et le plan de financement prévisionnel détaillé présenté dans la demande et autorisant l'exécutif à solliciter un financement dans le cadre de cet appel à candidatures ou la date prévue de cette délibération ;
- les documents justifiant de l'existence juridique du demandeur (liste des insertions au Journal Officiel ou récépissé de la préfecture) ;
- la copie des statuts en vigueur tels que déposés en préfecture, datés et signés ;
- la liste en vigueur des membres du conseil d'administration et du bureau.
- le bilan et compte de résultat du plus récent exercice clôturé certifié conformes par le comptable de la structure ou, le cas échéant, son commissaire aux comptes ; si la structure n'a pas comptable, les comptes clôturés signés par le trésorier et le président ;
- le rapport d'activité du dernier exercice clôturé ;
- le budget prévisionnel de la structure pour l'exercice en cours duquel la subvention est sollicitée.

8- c - Les entreprises doivent également joindre :

- Extrait du Kbis de moins de 6 mois ; inscription au registre ou répertoire concerné ;
- Attestation de *minimis* si nécessaire (modèle joint) ;
- Attestation sur l'honneur de régularité de la situation au regard des obligations fiscale et sociale ;
- Bilan et compte de résultat du dernier exercice comptable.

(*) Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'étude du dossier.

➤ **Dépôt des candidatures**

Les dossiers de candidature peuvent être déposés à partir du 1 mars 2021 et jusqu'au 31 mai 2021 à 23h59 (heure de Paris).

En cas de projets impliquant plusieurs partenaires, une seule candidature devra être déposée par la structure porteuse du projet (voir point précédent «structures concernées»).

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois, un dossier de candidature par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ou déposé en mains propres, contre récépissé, **au plus tard pour le 31 mai 2021, le cachet de la poste faisant foi à l'adresse suivante :**

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

Cité administrative – 9 rue des carmes – 48000 MENDE

Horaire d'ouverture : du lundi au vendredi, de 9H00 à 12H00 et de 13H30 à 16 H30 sur RDV au 04.30.11.10.44

Le dossier sera constitué de :

- 1 exemplaire des pièces demandés en version "papier" ;

- 1 *exemplaire* en version dématérialisée (dossier enregistré sur clef USB).

Ce dossier doit comprendre toutes les annexes indiquées et toutes les pièces justificatives demandées. Aucun projet déposé hors délai ne sera étudié.

4. Sélection des projets

➤ Critères d'éligibilité

Les projets doivent impérativement répondre à toutes les conditions suivantes pour être éligibles, au-delà du respect de la réglementation :

- le projet s'inscrit dans le champ de l'appel à candidatures tel que décrit au point 2,
- Le projet doit être porté par un des acteurs listés et **dans les conditions décrites au point 3**,
- le projet doit être réalisé avant le 1^{er} décembre 2021,
- le dossier de candidature est **complet** et répond aux critères de sélection indiqués ci-dessous,
- le projet s'appuie sur un ou plusieurs cofinancements (pouvant être des financements propres) ; **le projet ne peut pas être financé à plus de 80% par la subvention demandée** ; les cofinancements ou financements en propre affichés au budget prévisionnel peuvent consister notamment en la valorisation d'ETP. Le projet doit par ailleurs respecter les taux maxima d'aides publiques des régimes d'aide concernés (cf point 6).

Il n'y a pas de seuil ni de plafond appliqué à la taille du projet.

➤ Critères de sélection

Le porteur de projet devra s'attacher à démontrer que le projet **favorise l'accès des plus modestes et/ou des personnes isolées à une alimentation saine, durable et locale.**

Afin de permettre aux services de la préfète de département de vérifier facilement la nature et la dimension du projet, une attention particulière sera portée à la **qualité du dossier de candidature (utilisation du cadre de présentation) et à la présentation synthétique du projet.**

Les projets répondant aux critères d'éligibilité seront ensuite évalués selon les critères suivants :

- Pertinence du projet au regard des objectifs fixés : impact pour les personnes précaires ou isolées, adéquation au contexte local, structuration de l'accès à une alimentation locale et de qualité pour tous ;
- Faisabilité du projet : crédibilité du calendrier prévisionnel, adéquation entre les ressources (humaines, matérielles, financières...) et les besoins du projet.
- Qualité du dossier technique et financier : justification des demandes d'équipement ou d'aménagement, des dépenses immatérielles, justification des coûts ;

Cahier des charges de l'appel à projets du Plan de Relance « alimentation locale et solidaire »

- Caractère innovant : sans que cela soit un critère obligatoire, les approches innovantes ou expérimentales sont encouragées ;
- Démarche collective : sans que cela soit un critère obligatoire, les projets collectifs sont encouragés.

➤ **Déroulement de la sélection**

La sélection des projets éligibles sera effectuée par la préfète du département avec l'appui possible de la DDCSPP et la DDT. La préfète sélectionnera les dossiers qui pourront bénéficier d'une subvention **dans la limite des crédits disponibles**. Des échanges avec le comité de sélection de la mesure régionale «plan de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté» du ministère des Solidarités et de la santé permettront d'assurer l'articulation entre les deux dispositifs.

➤ **Annonce des résultats**

Le porteur du projet sera informé de la sélection ou non sélection de son projet dans un délai de 4 semaines après clôture de l'appel à projet.

La liste des lauréats sera publiée sur le site internet de la préfecture du département de La Lozère. Les personnes coordinatrices des projets seront parallèlement informées de la sélection ou non-sélection de leur projet.

Le projet sera suivi lors des comités régionaux de pilotage et de suivi des actions du plan de relance.

5. Calendrier prévisionnel

Ouverture de l'appel à candidatures	01/03/21
Clôture de l'appel à candidature	31 mai 2021
Annnonce des résultats finaux	Au plus tard le 30 juin 2021
Signature des conventions	Au plus tard le 31 juillet 2021
Soldes des conventions	1 ^{er} décembre 2021

6. Dispositions générales pour le financement

La subvention ne peut pas excéder 80 % du budget total du projet, dans la limite des taux maximum d'aides publiques des régimes d'aide concernés. La préfète se réserve le droit de définir une subvention d'un montant différent de celui sollicité dans le cadre des candidatures.

Les subventions octroyées devront respecter les règles européennes et nationales d'intensité maximale et de cumul des aides publiques, sur la base des régimes d'aide d'État notifiés ci-dessous et du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18

décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* :

- SA.50627 "Aides à la coopération dans le secteur agricole et agroalimentaire",
- SA.50388 "Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire",
- SA.49435 "Aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles",
- *De minimis* agricole et *De minimis* général.

Le montant maximum de subvention accordée aux associations d'aide alimentaire et d'insertion est fixé à 60 000 euros.

Aucun plafond d'aide n'est affecté aux autres bénéficiaires de la mesure.

Le financement est attribué sous forme de **subventions d'investissements matériels et immatériels** liés au projet déposé, dans le cadre d'une convention avec la DRAAF.

Pour les projets regroupant plusieurs partenaires, l'ensemble des subventions est versé à la structure porteuse du projet. Cette dernière est ensuite chargée de distribuer ces subventions entre tous les partenaires opérationnels faisant partie du partenariat. Elle devra rendre compte de cette distribution lors du suivi des projets.

Le porteur de projet s'engage à réaliser le projet pour lequel il demande la subvention **dans l'année 2021**. Il s'engage notamment à présenter à la préfecture du département de la Lozère le bilan de réalisation et les factures des dépenses liées au projet **avant le 1^{er} décembre 2021**.

7. Communication

Les structures subventionnées s'engagent à faire figurer à leurs frais, le logo de l'Etat et du plan de relance sur chacune des réalisations financées au moyen de panneaux ou de tout autre supports de communication.

Les porteurs de projets bénéficiant d'un site internet s'engagent à éditer un article valorisant le financement obtenu via le plan de relance sur leur site Internet et/ou dans leurs supports de communication.

Ces deux logos devront apparaître de manière lisible sur tous les documents produits dans le cadre de la mise en œuvre du projet (publication, communication, information), pendant une durée minimale de 3 ans après signature de la convention.

8. Ressources et contacts

Les candidats peuvent demander à la préfecture de département des compléments d'informations exclusivement par messagerie électronique à l'adresse suivante : ddcspp@lozere.gouv.fr en mentionnant, dans l'objet du courriel, la référence de l'appel à projet "AAC 2021 – Alimentation Locale et Solidaire".

ANNEXES AU CAHIER DES CHARGES

Annexe 1 : Dossier de candidature à compléter et pièces justificatives à fournir

Annexe 2 : Tableau du budget prévisionnel

Annexe 3 : Déclaration des aides d'État sur 3 ans